

# Abrogation de la loi d'espionnage généralisé de la population !

La loi Cazeneuve « sur le renseignement », adoptée définitivement le 24 juin par le Parlement, est une pièce maîtresse du dispositif visant à permettre à la bourgeoisie de s'ordonner et de s'armer pour les combats de classe qui sont devant elle puisque pour reprendre ses parts de marché perdues et plus généralement reprendre sa place dans les rapports inter-impérialistes, il lui faudra affronter ouvertement la classe ouvrière à un moment ou à un autre.

Le prétexte du renforcement du militarisme et de l'État policier est la lutte contre le terrorisme djihadiste. Il est prouvé depuis des années, aux États-Unis comme en France, que la restriction des libertés démocratiques n'empêche pas les attentats.

Plus encore, l'État bourgeois américain et l'État bourgeois français suscitent les attentats sur leur territoire et le djihad contre d'autres musulmans au Proche-Orient. Indirectement, par leur complicité avec les monarchies wahhabites du Proche-Orient (Arabie saoudite, Qatar, etc.) qui répandent dans le monde la version plus anti-chiite et la plus rétrograde de l'islam (le salafisme), voire financent les bandes islamo-fascistes (Daech, Al-Qaïda...). Directement, par la discrimination envers les Arabes et les musulmans sur leur territoire, par les interventions militaires dans les pays dominés.

L'un des objectifs de cette loi est de donner une existence légale aux dispositifs déjà conséquents mis en œuvre en toute illégalité par les services de renseignement : pose de micros et de caméras de surveillance, pose de logiciels espions pour les machines situées à l'étranger, fausses antennes relais destinées à espionner les téléphones portables dites IMSI-Catchers (utilisées notamment pour l'interception des communications passées dans les prisons), etc.

L'article L.811-3 étend considérablement le champ d'action des services secrets (DGSI, DGSE, DRM, DPSD, DNRED, Tracfin...) : « l'indépendance nationale, l'intégrité du territoire et la défense nationale », « les intérêts majeurs de la politique étrangère et l'exécution des engagements internationaux de la France et les intérêts économiques et scientifiques nationaux », « la prévention du terrorisme », « la prévention de la criminalité », « la prévention des atteintes à la forme républicaine des institutions, des violences collectives de nature à porter atteinte à la sécurité nationale ou de la reconstitution ou d'actions tendant au maintien de groupements dissous », « la prolifération des armes de destructions massives ».

En conséquence, ce projet de loi est un outil de combat contre les masses pour permettre à l'État bourgeois fran-

çais d'avoir les moyens de les contrôler individuellement ainsi que leurs organisations et de mettre en route l'appareil répressif contre les grèves, les luttes sociales et plus encore la révolution sociale !

Toutes les bureaucraties syndicales (CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, UNSA...) ont appelé à l'union nationale avec le gouvernement et le Medef en janvier. Le syndicat CGT-Police ne remet pas en cause le principe d'une loi d'espionnage de la population et encore moins l'existence d'officines de l'impérialisme, il se contente de demander « un texte recentré sur le terrorisme et doté de garde-fous plus importants qu'une simple commission administrative sans moyens ». Le syndicat FO-Police approuve carrément le gouvernement : « pour Unité SGP Police-FO, les dispositions prévues dans le projet de loi sont globalement de nature à répondre aux besoins des services de renseignement au quotidien, dans un contexte terroriste très actif ».

Tous les partis d'origine ouvrière (PS, PCF, PdG) ont participé à l'union nationale avec les partis bourgeois (MoDem, UDI, UMP-LR, FN) et les représentants des États islamistes du Golfe arabo-persique en janvier. Aujourd'hui, ils prétendent concilier espionnage de la population avec la démocratie, sans mettre en cause l'impérialisme français, ses interventions militaires, ses relations diplomatiques, ses ventes d'armes, ses discriminations xénophobes.

Autant dire que le gouvernement Valls/Hollande avait les mains libres. Les députés du PS ne défendent même plus les libertés démocratiques, ils préparent avec ceux des partis bourgeois un avenir à la Big Brother.

De même, l'Assemblée a adopté à la demande du gouvernement Hollande-Valls une rectification du budget pour augmenter de 4 milliards d'euros les moyens de la guerre et de l'espionnage. En même temps, Touraine, Hirsch et les directeurs d'hôpitaux cherchent à économiser 3 milliards dans la santé publique.

Au nom de la défense de la démocratie, il y a toujours moins de libertés démocratiques. Au nom de l'union nationale, de la patrie en danger et du nécessaire rassemblement patriotique relayé par les organisations ouvrières, le gouvernement Hollande-Valls renforce l'appareil répressif d'État avec la rallonge budgétaire pour l'armée et les services secrets, avec la loi d'espionnage systématique de la population.

Les travailleurs vont devoir s'unir et s'organiser contre la classe dominante et son État policier.

24 juin 2015

